

essaie de tirer un enseignement du mouvement de la Loire, mais il a soin de s'en tenir à des questions qui restent subalternes, malgré leur importance : celle de la constitution du Comité de grève et du Comité de ravitaillement. Il laisse de côté les grandes questions d'organisation et de stratégie internationales qu'il avait à charge de résoudre depuis plus de quatre ans, et consacre toute une colonne à faire des reproches aux militants de la Loire.

Racamong, comme Monmousseau, a cependant un poste dirigeant dans la C. G. T. U., et non pas un poste de critique journalistique.

Le Bureau Confédéral, dont plusieurs membres dirigent aussi le Parti Communiste a, lui aussi, examiné l'organisation de la grève.

Si bon nombre de mouvements se déclenchent sans son assentiment, il est notoire que, sur le mouvement de la Loire, il a été appelé à donner son avis.

Pourquoi a-t-il approuvé le départ de ce mouvement régional ?

Pourquoi n'a-t-il pas donné publiquement un avis contraire, si tout n'était pas prêt pour une victoire ? S'il n'a pas pu se rendre compte de la mauvaise préparation, que font ses membres à leur poste dirigeant ? Ceux qui prétendent diriger le prolétariat pour renverser le capitalisme n'ont donc pas eu le courage de prendre leurs responsabilités dans un mouvement comme celui de la Loire ?

Armés de l'*Humanité* et de la *Vie Ouvrière*, ils cherchent des boucs émissaires parmi les militants de la base...

**

Je n'ai pas vu dans la préparation de la grève le moindre renseignement démontrant que l'on a fait un examen marxiste de la situation. La C. G. T. U. et le Parti Communiste, cependant outillés pour cela, n'ont pas recherché cette chose essentielle : quelle était l'importance des stocks ?

C'est durant chose indispensable pour évaluer la durée d'une grève. En divisant le montant des stocks par le montant de la production journalière individuelle, on obtient à peu près le nombre de journées de grève nécessaire à l'écoulement de ces stocks.

Reprenons un exemple vécu en 1924. Il y avait alors, de l'aveu des compagnies minières, 12 millions de tonnes en stocks.

La production par jour et par ouvrier est en France de 600 à 700 kilos, en Belgique de 7 à 800 kilos, elle atteint à peu près ce chiffre en Angleterre, dans la Ruhr de 11 à 1.200 kilos.

En prenant une moyenne de 800 kilos comme production individuelle journalière pour les quatre grands pays producteurs de charbon en Europe, on reste au-dessous de la vérité.

Si l'on divise ensuite 12 millions de tonnes par 0,800, nous voyons que les stocks représentaient 15 millions de journées de travail, et, par conséquent, de journées de grève.

A cette époque, il s'agissait de déterminer les chances de victoire des mineurs du Borinage qui étaient en grève au nombre de 25.000.

En divisant les 15 millions de journées que représentaient les stocks, par le chiffre de 25.000, qui était le nombre des grévistes, cela donnait un chiffre de 600 journées de grève des mineurs du Borinage, pour voir s'écouler les stocks, dans cette période de ralentissement de la production métallurgique.

Certes, il faut se rendre compte de ce que ces genres de calcul ont d'approximatif ; il n'en reste pas moins vrai que ces calculs sont le premier travail d'un véritable dirigeant. Des facteurs favorables, atténuant la puissance des chiffres cités plus haut, doivent aussi entrer en ligne de compte : d'abord les pertes subies par le patronat, ensuite le fait que n'importe quel charbon ne peut être employé à n'importe quelle besogne.

Mais il faut tenir compte également de ce qui peut renforcer la puissance de ces stocks. Par exemple, la possibilité qu'a le patronat de réduire le nombre des trains, de faire faire un détour aux navires pour charbonner, de réduire ou de supprimer totalement le charbon domestique, de ralentir la marche des usines à gaz et électricité.

Il y a mieux encore — et c'est ce qui a amené en 1924 à soutenir que la grève des mineurs devait désormais être internationale.

Avant la guerre, et jusqu'en 1924, une grève des mineurs français mettait en mauvaise posture les gros consommateurs de charbon que sont les propriétaires des forges et aciéries, des usines à gaz et électricité. La grève provoquait une hausse des charbons étrangers que le patronat devait supporter ; de plus les concurrents allemands ou anglais en profitaient pour râfler la clientèle.

Depuis la création du Cartel international de l'acier, on peut facilement mettre les hauts-fourneaux en veilleuse, arrêter les laminoirs en France ; le patronat allemand livrera la fonte, l'acier, les tôles et autres produits à la clientèle du patronat français, sans préjudice pour celui-ci.

Quant au patronat des usines à gaz et électricité, il a, d'accord avec les villes et l'Etat, modifié les contrats qui, aujourd'hui, fixent les prix du gaz et de l'électricité d'après l'index des prix du charbon. Ce qui signifie que, s'il est obligé d'aller chercher du charbon aux Etats-Unis ou au Japon, c'est le consommateur qui paiera les frais.

Cela prouve que le patronat, en plus des stocks qui lui servent de soutien, a renforcé sa technique de défense de classe.

En déclanchant la grève dans la Loire, les dirigeants du Parti et de la C. G. T. U. ont-ils pensé à tout cela ? Sans doute que non. Gardiens de la flamme révolutionnaire, ils n'ont pas le temps de s'occuper de ces « vétilles »...

**

Une cause également importante de l'échec est l'interprétation de la tactique du front unique.

L'honnête interprétation de la tactique du front unique consiste à le réaliser pour le seul profit du prolétariat.

L'interprétation « officielle », c'est de l'utiliser dans un but de lutte contre les chefs réformistes ; ainsi l'intérêt de tendance domine l'intérêt du prolétariat.

Les ouvriers réformistes, voyant que l'on s'attaque surtout et directement à leurs chefs, prennent fait et cause pour eux.

Convaincus que leurs chefs ont raison, ils obéissent à leurs mots d'ordre, sont ensuite confondus avec les jaunes professionnels, et subissent, comme eux, la violence des mineurs surexcités.

Une large fossé de haine se creuse ainsi entre des ouvriers dont l'union serait cependant indispensable.

Au lieu du front unique, on a pratiqué la seule violence. Certes, nous ne sommes pas contre l'emploi de la violence à bon escient, mais la violence ne peut être que le corollaire d'une bonne organisation, du choix judicieux du moment, d'un sentiment général de solidarité.

La violence fut dans la Loire l'unique moyen d'élargissement de la grève, moyen de démagogues aux abois.

**

Et maintenant ?

La révolte des « gueules noires » est étouffée dans l'œuf.

Les compagnies peuvent en remercier les chefs réformistes et les dirigeants du Parti communiste. Ces derniers vont chercher un dérivatif dans une campagne contre les réformistes.

Il est bien certain que ceux-ci ont été au-dessous de tout.

Mais la tâche des communistes n'est-elle pas de vaincre le patronat malgré l'existence des social-traitres ? La tactique du front unique n'a-t-elle pas ce but ?

Maintenant, les militants des syndicats vont se remettre au travail.

Ils doivent mener la campagne pour l'unité syndicale, sur la base de l'indépendance absolue du syndicalisme.

Ils doivent travailler à l'organisation de la lutte internationale, terrain sur lequel ils ont beaucoup à faire pour rattraper le patronat.

Qu'ils n'oublient pas que la meilleure stratégie est la stratégie du nombre, et qu'aucun stock ne résisterait à l'union des mineurs français, allemands, anglais et belges.

La lutte internationale est non seulement possible, mais indispensable.

Elle fut empêchée, jusqu'à présent, par l'obstruction des chefs réformistes et l'incapacité des communistes du Parti.

Le mouvement ouvrier réclame un effort considérable de régénérescence.

DELFOSE.

Aux métaux unitaires de la région parisienne

LA CRISE DU SYNDICAT

Il existe dans notre région une industrie formidable, champ d'expériences du monde patronal, englobant 250.000 ouvriers et ouvrières, revêtant les formes les plus diverses d'exploitation : la Métallurgie. La situation industrielle de 1928 a été des plus florissantes, du travail en abondance, des bénéfices scandaleux réalisés par les gros magnats de la métallurgie ; par contre, en face de la concentration capitaliste poussée à l'extrême, quel est le sort des ouvriers et ouvrières ? Situation lamentable, due, dans une certaine mesure, aux méthodes de la rationalisation telle que la comprend le patronat, c'est-à-dire augmentation de la production et diminution du prix de revient, longues heures de journée de travail, augmentations de salaires minimes, pas d'outillage nouveau. C'est, sous la figure de la rationalisation capitaliste, l'esclavage qui s'organise au sein des usines ; et c'est de ces méthodes et de son organisation puissante que le patronat tire toute sa source de bénéfices au détriment de l'intérêt et par suite du manque d'organisation des ouvriers de la métallurgie.

On dit, bien souvent : ils sont réfractaires à l'organisation syndicale. En effet, on se pose continuellement la question : quelles sont les raisons qui empêchent les ouvriers d'adhérer et surtout de rester à l'organisation ? Deux causes principales, l'emprise du Parti, et le manque de démocratie, font que notre syndicat n'est qu'une organisation-

passoire (45.000 membres depuis 1920). C'est ce qui a nécessité la publication du tract de la minorité. Voyons maintenant le contenu de l'appel de nos camarades. Mais tout d'abord il faut monter la bonne foi (!) de nos dirigeants dans la discussion : à la parution du tract, une mise en garde fut envoyée à toutes les sections syndicales, en voici un extrait : « Le contenu de ce papier fourmille d'erreurs et pue à cent lieues les éternels calomnies et ragots que l'on colporte contre l'ensemble des organisations syndicales unitaires. C'est d'ailleurs ce qui explique l'anonymat prudent derrière lequel s'est réfugié ce fameux groupe. » Avant toute discussion, l'on tente d'assimiler l'appel de la minorité à une manœuvre du patronat... mais la duplicité des dirigeants éclate quand l'un des secrétaires (Lénard) déclare : « Nous n'avons pas été surpris par la parution du tract de la minorité »...

Comment s'exprime l'appel de la minorité ?

1° « Des phrases seraient superflues, voici des chiffres provenant des bilans officiels : la moyenne mensuelle des cotisations était en 1926 de 5.208, en 1927, de 4442, et pour les sept premiers mois de 1928, cette moyenne est tombée à 2.369 ! » Un camarade qui n'est pas membre de la minorité, qui est, au contraire, bien connu pour son orthodoxie, Faure-Brac, déclarait au Comité Général de l'Union (14 octobre, compte rendu sténographié) : « Au mois d'août 28, nous avons eu une